



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur
du Sud-Ouest**

Marché public de Travaux

**Marché passé par procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la
commande publique**

Travaux de construction de la salle de justice à Hendaye (64).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SGAMI33-2024-72-TX

Le CCAG – Travaux du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 Objet du marché.....	5
1.2 Durée du marché – Délai d'exécution.....	5
1.2.1 Durée du marché.....	5
1.2.2 Période de préparation.....	5
1.3 Procédure.....	5
1.4 Lots	6
1.5 Tranches optionnelles.....	6
1.6 Variantes.....	6
1.6.1 À l'initiative du candidat (facultative).....	6
1.6.2 À l'initiative du maître d'ouvrage (obligatoire).....	6
1.7 Prestations similaires.....	6
1.8 Intervenants.....	6
ARTICLE 2 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	
CONTRACTANTES.....	7
2.1 Personne publique.....	7
2.2 Titulaire.....	7
2.3 Décompte et délais.....	7
ARTICLE 3 – OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DES PARTIES.....	8
3.1 Obligation du titulaire.....	8
3.1.1 Obligation de résultat.....	8
3.1.2 Connaissance du dossier.....	8
3.1.3 Obligation de discrétion.....	8
3.1.4 Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé.....	8
3.1.5 Autres obligations.....	9
3.2 Obligation du maître d'ouvrage.....	9
3.3 Obligations concernant le traitement des données à caractère personnel.....	9
3.4 Propriété intellectuelle.....	9
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 5 – ASSURANCES DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE.....	11
6.1 Limitation de la sous-traitance.....	11
6.2 Déclaration de la sous-traitance.....	11
6.3 Paiement des sous-traitants.....	12
6.4 Défaillance d'un sous-traitant.....	12
ARTICLE 7 – FORME DES INFORMATIONS ADRESSÉES AU TITULAIRE.....	13
7.1 Formes des notifications et informations au titulaire.....	13
7.2 Ordre de service de démarrage et pendant la durée du marché	13
ARTICLE 8 – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13
8.1 Conditions d'exécution des travaux.....	13
8.2 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier.....	13
8.2.1 Contrôle des personnels intervenant sur le chantier.....	13
8.2.2 Carte d'identité professionnelle sécurisée.....	14
8.2.3 Comportement du personnel.....	14
8.3 Remise en état des lieux.....	14

8.3.1 Nettoyage des zones de chantier.....	14
8.3.2. Gestion des déchets de chantier.....	14
8.4 Ajournement et interruption des travaux.....	15
8.5 Réception des travaux.....	15
8.6 Dégradations et dommages.....	15
ARTICLE 9 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	15
9.1 Unité monétaire.....	15
9.2 Contenu du Prix.....	15
9.3 Prix.....	15
9.4 Modalités de règlement des comptes et délai global de paiement.....	16
9.4.1 Facturation électronique.....	16
9.4.2 Délai global de paiement.....	16
9.4.3 Demandes de paiements mensuelles et finales.....	17
9.5 Variation dans les prix.....	17
9.5.1 Index de référence.....	17
9.5.2 Modalité de la révision.....	18
9.6 Taux de la TVA.....	18
ARTICLE 10 – CLAUSE D’INSERTION PAR L’ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	18
10.1 Modalités de l’action d’insertion.....	18
10.1.1 Publics visés.....	18
10.1.2 Globalisation des heures d’insertion.....	19
10.1.3 Sous-traitance.....	20
10.1.4 Modalités de mise en œuvre de l’action d’insertion professionnelles.....	20
10.1.5 Facilitateur.....	20
10.2 Suivi de l’action d’insertion sociale.....	21
10.2.1 Modalités de suivi et de contrôle.....	21
10.2.2 Difficultés d’exécution.....	21
10.3 Règlement général sur la protection des données.....	21
10.4 Pénalités pour non respect de la clause d’insertion sociale.....	22
ARTICLE 11 – RETENUE DE GARANTIE ET AVANCE.....	22
11.1 Retenue de Garantie.....	22
11.2 Avance.....	22
ARTICLE 12 – DÉLAI DE GARANTIE.....	23
ARTICLE 13 – PÉNALITÉS.....	23
13.1 Pénalités pour retard.....	23
13.2 Pénalités pour retard dans la remise de documents fournis avant, pendant et après exécution.....	23
13.3 Pénalités pour non production du schéma d’organisation et de gestion des déchets.....	23
13.4 Pénalités pour absences aux réunions de chantier.....	24
13.5 Pénalités pour intervention non agréée d’un sous-traitant.....	24
13.6 Pénalités pour retard dans la levée des réserves :.....	24
13.7 Pénalités pour non respect des consignes de prévention.....	24
13.8 Pénalités pour non-respect du volume d’insertion.....	24
13.9 Pénalités pour absence ou retard de transmission des justificatifs relatifs à l’action d’insertion.....	24
ARTICLE 14 – RÉSILIATION.....	24
14.1 Résiliation pour faute du titulaire.....	25
14.2 Résiliation pour motifs d’intérêt général.....	25
14.3 Défaillance du mandataire.....	25

ARTICLE 15 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	25
ARTICLE 16 – Règlement des différends à l’amiable.....	26
16.1 Médiateur – relations fournisseurs achats responsables (RFAR).....	26
16.2 Le CCIRA.....	26
ARTICLE 17 – Instance chargée des procédures de recours.....	26
ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	27

1.1 Objet du marché

La présente consultation est un marché de travaux relatif aux travaux de construction de la salle de justice à Hendaye (64).

Le centre de rétention administrative (CRA) d'Hendaye, dans le sud du département des Pyrénées Atlantiques, manque actuellement de locaux pour la réalisation des audiences.

A l'heure actuelle, les audiences se tiennent toutes en présentiel, ce qui entraîne de multiples déplacements des personnes retenues entre Hendaye et Bayonne, entre Hendaye et Pau et une mobilisation des forces de l'ordre pour assurer la comparution de ces dernières. La construction d'une salle de justice à proximité permettra d'éviter ces déplacements.

Lieux d'exécution des prestations :

Direction Interdépartementale de la Police aux Frontières (DIDPAF)
5 rue Joliot Curie
64 700 HENDAYE

La description des travaux et les spécifications techniques sont indiquées dans les pièces techniques (TOMES 1 et 2) relatives aux 3 lots jointes au présent dossier de consultation des entreprises (DCE).

1.2 Durée du marché – Délai d'exécution

- 1.2.1 Durée du marché

La durée du marché débute à compter de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle du marché est de 24 mois (12 mois de travaux compris 3 mois de préparation + 12 mois de GPA) à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

La durée d'exécution des travaux est de 12 mois et se répartit de la manière suivante :

- 3 mois regroupant la préparation de chantier, les travaux préparatoires, les études de préfabrication béton, les travaux de décapage, les fondations spéciales et le dallage
- 2 mois d'arrêt de chantier (juillet et août)
- 6 mois de travaux bâtiment et finition
- 1 mois d'OPR

- 1.2.2 Période de préparation

Par dérogation, à l'article 28.1 du CCAG-TX, la durée de préparation du chantier est de trois (3) mois à compter de la date indiquée dans l'ordre de service – notifié au titulaire – de démarrage des travaux.

La date prévisionnelle de **début d'exécution** est le **31 mars 2025**.

Cette date est indicative et n'a pas de valeur contractuelle.

Concernant la prolongation du délai d'exécution, les stipulations du CCAG-TX sont applicables (art. 18.2). **Pour l'application de l'article 18.2.3 du CCAG-TX, le nombre de journées d'intempéries prévisibles est fixé à 15 (quinze) jours.**

1.3 Procédure

Cette consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

1.4 Lots

Le présent marché est alloté de la manière suivante :

- **Lot 1 :** VRD / Gros œuvre et fondations / Charpente / Couverture et étanchéité / Menuiseries extérieures / Serrurerie.
- **Lot 2 :** Plâtrerie / Cloisonnement intérieur et plafonds / Revêtement sols, murs et plafonds / Menuiseries intérieures / Mobilier.
- **Lot 3 :** Chauffage Ventilation Climatisation – plomberie / Électricité CFO CFA - sûreté.

1.5 Tranches optionnelles

Sans objet.

1.6 Variantes

- 1.6.1 À l'initiative du candidat (facultative)

Ce type de variante n'est pas demandé dans ce marché.

- 1.6.2 À l'initiative du maître d'ouvrage (obligatoire)

Ce type de variante n'est pas demandé dans ce marché.

1.7 Prestations similaires

En application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. À cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence sera engagée.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché public.

1.8 Intervenants

- **Maîtrise d'œuvre (MOE) :**
SARL GAYET-ROGER architectes
71 cours Anatole France - 33000 Bordeaux
- **Contrôleur Technique (CT) :**
APAVE BIARRITZ
63 Allée. Faust d'Elhuyard- 64210 Bidart
- **Sécurité et Protection de la Santé (SPS) :**
CALESTREME CS
17 Avenue Albert 1er- 64320 Bizanos

2.1 Personne publique

Au sens du cahier des clauses administratives générales (CCAG-TX), sont désignés :

- maître d'ouvrage : le Secrétaire Général Adjoint du SGAMI Sud-Ouest
- personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés au maître d'ouvrage :
 - Le Chef du Bureau de la Commande Publique du SGAMI SUD-OUEST
 - Le Directeur de l'Immobilier du SGAMI SUD-OUEST pour toute demande relative à la sous-traitance
- comptable assignataire des paiements :
 - Administrateur Général des Finances Publiques
 - Le Directeur Régional des Finances Publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde.

2.2 Titulaire

Au sens du cahier des clauses administratives générales (CCAG-TX), est désigné :

- Titulaire : le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le maître d'ouvrage. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Le marché sera attribué soit à une entreprise individuelle soit à un groupement conjoint ou solidaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

L'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Le titulaire doit désigner, au plus tard à la signature de l'acte d'engagement, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de notifier **immédiatement** au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir d'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- Aux personnes ou groupe qui le contrôlent ;
- À une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- À son capital social ;
- À son RIB ;

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

2.3 Décompte et délais

Tout délai imparti dans le marché au maître d'ouvrage ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas le quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DES PARTIES

3.1 Obligation du titulaire

- **3.1.1 Obligation de résultat**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché, dans les conditions définies ci-après.

- **3.1.2 Connaissance du dossier**

Le titulaire reconnaît avoir pris parfaitement connaissance de la totalité des documents constituant le dossier de l'opération et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations qu'il doit réaliser dans le cadre de son marché, mais également de l'ensemble des prestations que doivent réaliser tous les autres intervenants pour mener l'opération à terme et dans les conditions requises par le maître d'ouvrage.

- **3.1.3 Obligation de discrétion**

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentiel le contenu du présent marché ainsi que tous faits, informations, documents de toutes sortes, études et décisions dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation du maître d'ouvrage, être communiqués à d'autres personnes quelles qu'elles soient (cf. engagement de confidentialité signé).

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et torts du contractant, sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

- **3.1.4 Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire se doit d'être constamment à jour de ses obligations administratives et fiscales et de respecter systématiquement toutes les réglementations en vigueur, notamment concernant le travail dissimulé et les travailleurs détachés. Il en est de même de tous ses sous-traitants directs ou indirects.

À ce titre, il fournira régulièrement au maître d'ouvrage tous les documents attestant qu'il est à jour et tout autre document que le maître d'ouvrage pourrait réclamer en rapport avec ces obligations administratives et fiscales.

Il devra également fournir à sa demande tout document attestant qu'il respecte les différentes réglementations, notamment pour le travail dissimulé et les travailleurs détachés.

Constat d'irrégularité

Dans le cas où le travail dissimulé serait constaté par le maître d'ouvrage et faute de régularisation, le personnel correspondant sera immédiatement exclu de l'opération. S'il s'agit d'un sous-traitant, celui-ci sera définitivement exclu de l'opération, et ce sans délai. Le titulaire assumera alors seul toutes les conséquences sans pouvoir faire valoir un quelconque préjudice auprès du maître d'ouvrage, que ce soit d'ordre technique, financier ou calendaire.

Dans tous les cas, ces constats feront l'objet de l'application de pénalités telles que prévues dans le présent document.

- **3.1.5 Autres obligations**

Les autres obligations du titulaire sont définies aux articles 5 à 8 du CCAG-TX.

3.2 Obligation du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à autoriser l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions fixées par le maître d'ouvrage.

3.3 Obligations concernant le traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-TX tout manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales ou contractuelles relatives à la protection des données personnelles, peut faire l'objet de pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation ou de résiliation pour faute en application de l'article 50.

3.4 Propriété intellectuelle

Il sera fait application du Chapitre 6 du CCAG Travaux.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- ***Les pièces particulières pour chacun des lots :***
 - L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes 1 (DPGF) et 2 relative aux heures d'insertion sociale (pour les lots 1 et 3) complétés, datés, signés et tamponnés par le représentant habilité à engager l'entreprise ;
 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - Les pièces techniques du DCE (Tomes 1 et 2) concernant l'intégralité des lots ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Travaux (CCAG-TX), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (non fourni) ;
 - Le mémoire technique ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;
- Les ordres de services ;
- les comptes-rendus de réunion de chantier ;
- L'engagement de confidentialité ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement, la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) complétée, datée, signée et tamponnée par le représentant habilité à engager l'entreprise ;

Nota

Seuls les originaux détenus par le Maître d'ouvrage font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponses, lettres ou autres documents échangés entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

ARTICLE 5 – ASSURANCES DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 8 du CCAG-TX, le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de l'attribution du marché, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

5.1 Assurance(s) de responsabilité civile

Le titulaire du marché, ou chacun des co-traitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou co-traitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Si la fin de période de garantie est antérieure au jour de la réception, le titulaire devra fournir successivement autant de nouvelles attestations d'assurances de telle sorte que les périodes successives recouvrent la totalité de la durée de chantier sans interruption de garantie.

Chaque attestation successive devra être fournie au Maître d'Ouvrage ou à son représentant dans les 10 jours qui suivent la fin de la période de garantie de l'attestation précédente.

En cas de défaut de fourniture de l'attestation demandée ci-avant, ou de non-renouvellement pour la période de l'opération des garanties demandées, le maître d'ouvrage pourra appliquer les pénalités de retards correspondantes.

5.2 Assurance(s) de responsabilité décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses co-traitants et leurs sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie et mentionnant les activités

garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, à la demande du maître d'ouvrage avant signature du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses co-traitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édicté par l'article 1792-3 du Code Civil.

ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE

6.1 Limitation de la sous-traitance

Sans objet.

6.2 Déclaration de la sous-traitance

Dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, le formulaire DC4 mis à jour le 12/10/2023 doit être **impérativement** utilisé. La dernière version du DC4 est applicable à compter du 1^{er} janvier 2024.

Pour cela, vous trouverez ci-après le lien pour obtenir ce document :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En application de l'article L.2193-4 à L.2193-7 du code de la commande publique, la déclaration de sous-traitance peut intervenir :

- au moment du dépôt de l'offre, **en annexe à l'acte d'engagement (ATTRI 2)**;
- après le dépôt de l'offre en adressant l'ensemble des pièces ci-dessous à l'adresse mail suivante : sgami-so-dim-bzac-marches@interieur.gouv.fr (DC4)

ou par tout moyen permettant d'en accuser réception de manière certaine pour acceptation et agrément des conditions de paiements du sous-traitant par le maître d'ouvrage.

La déclaration de sous-traitance doit impérativement indiquer :

- Le numéro d'engagement juridique du marché (EJ) ;
- La nature des prestations sous-traitées (article F de la déclaration) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (article E de la déclaration) ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant (article G de la déclaration) ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (article H) ;
- La durée du contrat de sous-traitance en mois ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;

Documents à fournir en annexe de la déclaration de sous-traitance :

- L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L 243-15 du code de la sécurité sociale et

émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois du sous-traitant ;

- L'attestation fiscale datant de moins de 3 mois du sous-traitant ;
- L'attestation d'assurance (responsabilité civile et décennale) en cours de validité du sous-traitant ;
- Copie du contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance de 2nd rang : le sous-traitant doit également fournir la copie de la caution personnelle et solidaire, ainsi qu'une attestation du titulaire du marché indiquant il en a aussi reçu copie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Il doit être noté que dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, le maître d'ouvrage sera susceptible de demander au titulaire de lui fournir le contrat de sous-traitance afin d'agréer des conditions de paiement du sous-traitant.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-9 du code de la commande publique , si le maître d'ouvrage considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter est anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

⚠ Si vous indiquez au moment du dépôt de l'offre avoir recours à la sous-traitance, vous serez dans l'obligation de transmettre au maître d'ouvrage au plus tard avant l'attribution du marché les éléments énumérés ci-dessus.

Toute déclaration de sous-traitance (Formulaire ATTRI 2) déposée au moment du dépôt de l'offre peut au cours de l'exécution du marché faire l'objet d'une déclaration modificative.

Modalités d'application du dispositif d'autoliquidation : en cas de paiement direct du sous-traitant, le maître d'ouvrage règle au sous-traitant le montant HT de ses prestations et à l'entreprise principale la TVA correspondant aux prestations du sous-traitant (TVA qui doit être déclarée et payée sur la déclaration de chiffre d'affaires de l'entreprise principale).

Il est rappelé que si le titulaire bénéficie d'un taux de TVA réduit, ce dernier ne s'applique pas au sous-traitant.

6.3 Paiement des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants, lorsque le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, sera effectué par application des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique, une avance, sur demande des sous-traitants, peut être versée.

6.4 Défaillance d'un sous-traitant

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu de présenter immédiatement une autre entreprise à l'agrément du maître d'ouvrage afin que les travaux ne souffrent d'aucun retard, et ceci, sans augmentation du prix.

Pendant cette période, le délai contractuel de réalisation des travaux continue à courir, le titulaire ne pouvant arguer d'un retard lié à ses sous-traitants pour justifier un retard dans la réalisation des prestations.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532.9 du Code du travail.

ARTICLE 7 – FORME DES INFORMATIONS ADRESSÉES AU TITULAIRE

7.1 Formes des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Échanges dématérialisés ou supports électroniques via la Plateforme des Achats de l'État.
- A défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la mise à disposition du document, les notifications ou informations sont réputées notifiées ;
- Par courriel avec accusé de réception ;
 - Remise contre récépissé daté ;
 - Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.
 - **Les échanges dématérialisés via la plateforme PLACE seront privilégiés.**

7.2 Ordre de service de démarrage et pendant la durée du marché

Il est fait application de l'article 3.8.1 du CCAG-TX, exception faite de l'ordre de service de démarrage qui est émis par le Maître d'ouvrage

ARTICLE 8 – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1 Conditions d'exécution des travaux

Les travaux seront exécutés **en site occupé**.

8.2 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

Il est fait application de l'article 31 du CCAG-TX.

• 8.2.1 Contrôle des personnels intervenant sur le chantier

Le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage lors de la réunion de préparation de chantier, la liste nominative des personnels de l'entreprise amenés à intervenir dans sur le chantier, accompagnée d'une photocopie de leur carte d'identité ou un titre de séjour ainsi que la carte grise des véhicules susceptibles de pénétrer dans l'enceinte du site. Une vérification des identités sera faite par les services de Police. Suite à ce contrôle, l'accès à des personnels pourra être refusé et aucun motif ne sera donné. De nouveaux personnels pourront être présentés en remplacement.

De plus, en cas de manquement à cette obligation, l'administration se réserve le droit de refuser l'accès à une personne.

Il en est de même pour chaque sous-traitant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient.

En cas d'ajout ou de modification de la liste nominative des personnels, celle-ci devra être transmise au maître d'ouvrage 7 jours minimum avant l'intervention desdits personnels sur le chantier.

- 8.2.2 Carte d'identité professionnelle sécurisée

Le titulaire (ou chacun des membres du groupement) a l'obligation de faire porter par son personnel et par toute autre personne intervenant sous sa responsabilité sa carte professionnelle sécurisée.

- 8.2.3 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires.

Les employés sont aux seuls ordres d'un chef de chantier désigné par le titulaire.

8.3 Remise en état des lieux

- 8.3.1 Nettoyage des zones de chantier

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages existants et réalisés par ses soins jusqu'à la réception des travaux par le maître d'œuvre. Il s'assurera de la propreté des lieux immédiats et environnants et veillera à surtout ne pas être la cause d'incident ou d'accident.

Le nettoyage des zones de travail sera assuré chaque jour, pendant et à la fin de chaque journée. Toutes les protections mises en place pour la durée du chantier seront enlevées et évacuées à la fin du chantier.

- 8.3.2. Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2 du CCAG TX, le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Pour les déchets dangereux, chaque enlèvement fera l'objet, par le prestataire, de l'émission d'un bordereau de suivi de déchets (BDS) dans Trackdéchets. Le prestataire indiquera sur le BDS, la nature du déchet, la nomenclature, le code CAP, la classification ADR. Il est demandé un bordereau par type de déchet.

Le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les matériaux, produits et méthodes employés pour la réalisation des travaux doivent être respectueux de l'environnement. Le titulaire s'engage à mettre en place des conditions de réalisation visant à avoir le moins d'impact possible sur l'environnement.

D'une façon plus générale, il respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en vertu de l'article 7 du CCAG Travaux.

8.4 Ajournement et interruption des travaux

Il sera fait application de l'article 53 du CCAG Travaux.

8.5 Réception des travaux

Dès qu'il demande la réception des travaux, le titulaire doit remettre l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) ainsi que les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage (DIUO), préalablement validés par le Maître d'ouvrage.

La réception des travaux se fait conformément à l'article 41 du CCAG-TX. Tout retard du titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution des travaux fait l'objet d'une pénalité (article 12.2 du présent document).

Dans le cadre d'une réception partielle, il sera fait application de l'article 42 du CCAG Travaux.

Dans le cadre d'une mise à disposition de certains ouvrages, ou parties d'ouvrages, il sera fait application de l'article 43 du CCAG Travaux.

8.6 Dégradations et dommages

Il est fait application de l'article 34 du CCAG-TX relatif aux dégradations causées aux voies publiques et 35 du CCAG-TX pour les dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

ARTICLE 9 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

9.1 Unité monétaire

Tous les prix spécifiés aux annexes à l'Acte d'Engagement ainsi que ceux mentionnés dans l'ensemble des documents contractuels sont exprimés en **euros**.

9.2 Contenu du Prix

Les prix sont détaillés au moyen d'une décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).

Ces prix serviront seulement à établir les situations mensuelles, ainsi que les actes modificatifs éventuels.

Les quantités et métrés seront établis selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser et seront exprimés soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m2), soit au mètre cube (m3), soit au kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccord, difficultés de mise en œuvre ou autres.

Les prix établis par le titulaire et portés au regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP et sur les plans, des charges imposées par les différents documents contractuels et frais de chantier (le cas échéant), de l'observation des avis formulés par le Maître d'ouvrage, B.E.T, Bureau de Contrôle et des exigences du planning.

9.3 Prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un prix révisable, global et forfaitaire.

9.4 Modalités de règlement des comptes et délai global de paiement

9.4.1 Facturation électronique

Facturation électronique

Conformément à la Loi de Modernisation de l'Économie du 4 août 2008, le titulaire devra procéder à l'envoi de ses factures en mode dématérialisé.

Un portail dédié à l'accompagnement et permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures est à disposition des opérateurs économiques via le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions prévues à l'article 12 du CCAG-TX, le titulaire devra veiller à ce que la demande de paiement distingue de manière claire et sans ambiguïté possible les éléments suivants :

- Le numéro d'engagement juridique CHORUS ;
- les prestations exécutées par chacun des membres du groupement (en cas de groupement) et les montants correspondants HT ;
- les montants HT des prestations exécutées par le titulaire et ses sous-traitants, en, cas de sous-traitance (en cas de TVA autoliquidée, cette dernière mention est obligatoire) ;
- les montants HT des prestations exécutées sur le marché initial et sur chacun des actes modificatifs, en cas d'actes modificatifs ;
- les montants HT des prestations exécutées pour chacun des taux de TVA, en cas de taux de TVA distincts ;
- les prestations exécutées par bâtiment en cas de bâtiments distincts et les montants correspondants ;
- le(s) montant(s) de(s) acompte(s) antérieur(s).
- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET) ;
- la domiciliation du titulaire (BIC/IBAN) ;
- la désignation du destinataire de la facture (numéro SIRET du SGAMI : **130 020 324 00013**) ;
- la désignation du payeur (code service exécutant : **BZAC33**)
- la date d'exécution des prestations facturées ;

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'imposer une trame obligatoire.

9.4.2 Délai global de paiement

Les règlements interviendront par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours.

Le point de départ de ce délai est la date de réception, par le maître d'ouvrage, du projet de décompte mensuel du titulaire sur le portail « *CHORUS PRO TRAVAUX* » ou la date à laquelle le service fait est constaté, ci cette date est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement, des intérêts moratoires. Ceux-ci sont calculés selon le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours ouvre également droit au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Toute demande de paiement incomplète sera renvoyée au titulaire, suspendant ainsi le délai global de paiement.

Le règlement de la facture ne pourra intervenir qu'après réception de la facture parfaitement renseignée.

En cas de demande de paiement non conforme, celle-ci peut-être rejetée

- 9.4.3 Demandes de paiements mensuelles et finales

Il est fait application de l'article 12.1 et 12.4 du CCAG-TX.

9.5 Variation dans les prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé « mois zéro » (**M0**), mois de remise de l'offre ou de l'offre négociée le cas échéant.

- 9.5.1 Index de référence

Les index de référence (**I**) choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché sont l'index national du bâtiment (BT) ou indice (TP) publiés au bulletin statistique de l'INSEE.

N° Lot	Intitulé du lot	Index BT	Intitulé Index BT	Pourcentage
1	VRD/Gros œuvre et fondations / Charpente / Couverture et étanchéité / Menuiseries extérieures / Serrurerie.	TP 01	Index général tous travaux.	10 %
		BT 01	Tous corps d'état.	35 %
		BT 06	Ossature, ouvrages en béton armé.	20 %
		BT 07	Ossature et charpentes métalliques.	15 %
		BT 43	Menuiserie en alliage d'aluminium.	10 %
		BT 53	Etanchéité	10 %
2	Plâtrerie / Cloisonnement intérieur et plafonds / Revêtement sols, murs et plafonds / Menuiseries intérieures / Mobilier	BT 01	Tous corps d'état.	65 %
		BT 09	Carrelage et revêtements céramiques	5 %
		BT 10	Revêtements en plastique	15 %
		BT 18	Menuiseries bois	10 %
		BT 46	Peinture, tenture, revêtements muraux	5 %
3	Chauffage Ventilation Climatisation-plomberie / Electricité	BT 01	Tous corps d'état.	5 %
		BT 38	Plomberie sanitaire	15 %
		BT 40	Chauffage central	0 %
		BT 41	Ventilation et conditionnement d'air	30 %
		BT 47	Electricité	50,00 %

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas tous connus, le maître d'ouvrage effectue un règlement provisoire sur la base des dernières références connues puis procède au paiement définitif lors de la publication des valeurs finales appréciées au plus tard à la date d'exécution des prestations.

- **9.5.2 Modalité de la révision**

La formule mise en œuvre est la suivante :

$$C = I_n / I_o$$

- C : prix nouveau
- I_o : valeur de l'index de référence au mois zéro, mois d'établissement des prix du marché,
- I_n : valeur de l'index du mois d'exécution des prestations

Conformément au CCAG travaux, les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

9.6 Taux de la TVA

Le taux de TVA applicable au présent marché est de 20 %.

ARTICLE 10 – CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La clause d'insertion sociale s'applique sur toute la durée d'exécution du marché aux lots suivants :

Lots	Désignation
1	VRD - FONDATIONS - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE- COUVERTURE BARDAGE – MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
3	CVC - PLOMBERIE – ELECTRICITE CFO CFA - SURETE

Le périmètre de l'action d'insertion est le suivant : Le présent marché contient une clause sociale d'insertion qui vise la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage en application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

10.1 Modalités de l'action d'insertion

- **10.1.1 Publics visés**

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent de l'une des catégories indiquées ci-dessous.

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes salariées des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT,

- Personnes mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
- Personnes salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée,
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C),
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (> 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle moins de 6 mois dans les 12 derniers mois,
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi,
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi, sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois,
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi, diplômés et justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- Demandeurs d'emploi seniors (de plus de 50 ans),
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi,
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi par la facilitatrice.

Les objectifs horaires d'insertion sont définis comme suit :

Numéro des lots	Libellé	Nombre d'heures d'insertion
1	VRD - FONDATIONS - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE- COUVERTURE BARDAGE – MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	260 h
3	CVC - PLOMBERIE – ELECTRICITE CFO CFA - SURETE	85 h

• 10.1.2 Globalisation des heures d'insertion

Le titulaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale peut solliciter à titre exceptionnel la facilitatrice.

La globalisation des heures d'insertion pour les marchés exécutés devra se faire sur le même bassin d'emploi.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise d'affecter la ou les personnes recrutées à la réalisation de prestations prévues par les différents marchés. La demande est déclarée recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion, qu'elle recueille l'accord du pouvoir adjudicateur et qu'elle concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales, a été vérifiée par la facilitatrice.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés.

- 10.1.3 Sous-traitance

Le titulaire du marché qui décide de recourir à un sous-traitant, reste seul responsable de l'exécution de la clause sociale. Il lui appartient d'informer le sous-traitant et le cas échéant de contractualiser avec lui dans le cadre du contrat de sous-traitance les modalités de prise en charge de la clause d'insertion.

Le titulaire s'engage à informer la facilitatrice de la mise en place de toute sous-traitance au plus tôt, et en tout état de cause avant le début de la réalisation des prestations. Cette information doit inclure, sans s'y limiter, l'identité du sous-traitant, la nature des prestations sous-traitées, ainsi que les délais prévus pour leur exécution.

- 10.1.4 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelles

L'action d'insertion professionnelle est mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Embauche directe en CDI ou CDD par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage)
- Recours à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- Mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou une entreprise de travail temporaire classique (ETT)
- Recours à la sous-traitance (hors marchés de fournitures ne nécessitant pas des travaux de pose ou d'installation ou ne comportant pas de prestations de services) ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

- 10.1.5 Facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité auprès de la facilitatrice désignée ci-dessous :

Corinne CONTE

GIP DSU

de Bayonne et du Pays Basque

7 Ter Esplanade Jouandin

64100 BAYONNE

Téléphone : 05 59 50 21 40

Mobile : 06 07 75 64 86

c.conte@gipdsu-bayonnepaysbasque.fr

La facilitatrice a pour mission notamment :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc....) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ; - d'organiser le suivi des publics en relation avec les référents emploi ;
- de mesurer et de communiquer auprès du pouvoir adjudicateur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché.

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur et de la facilitatrice.

Le titulaire devra prévenir la facilitatrice des clauses sociales du le GIP DSU de Bayonne et du Pays Basque de sa date d'intervention sur le chantier **au minimum 3 semaines** avant afin que celle-ci ait le temps nécessaire pour mobiliser du public.

Le contrôle de l'exécution de la clause d'insertion est assuré par la facilitatrice des clauses sociales du GIP DSU de Bayonne et du Pays Basque; celui-ci lui étant confié par le maître d'ouvrage.

10.2 Suivi de l'action d'insertion sociale

• 10.2.1 Modalités de suivi et de contrôle

Le correspondant opérationnel du titulaire transmet au pouvoir adjudicateur et au facilitateur tous renseignements utiles permettant le suivi et le contrôle de l'exécution de la clause d'insertion sociale.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire fournit aux facilitateurs tous renseignements utiles (tableau de bord avec les heures réalisées selon les options choisies, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, encadrement technique...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation.

Les informations requises, ainsi que la fréquence de leur transmission, seront déterminées en exécution, avec le facilitateur.

• 10.2.2 Difficultés d'exécution

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur et au facilitateur dans un délai de 15 jours à compter de sa survenance, toute difficulté pour assurer son engagement en matière d'insertion sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur, et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion initialement fixés.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DDETS (Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités) ou au juge.

10.3 Règlement général sur la protection des données

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée au GIP DSU de Bayonne et du Pays Basque. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du maître d'ouvrage, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Le GIP DSU de Bayonne et du Pays Basque est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- dans le cadre des règles du FSE ces informations devront être conservées pendant 10 ans ;
- en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi /

insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant la déléguée à la protection des données par mail s.rebiere-pouyade@gipdsu-bayonnepaysbasque.fr ou par courrier à l'attention de la Directrice Sylvie REBIERE-POUYADE, GIP DSU de Bayonne et du Pays Basque, 7Ter Esplanade Jouandin 64100 BAYONNE. Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

10.4 Pénalités pour non respect de la clause d'insertion sociale

Les pénalités relatives à la clause d'insertion sociale sont appliquées conformément aux stipulations de l'article 20.1.5 du CCAG-Travaux.

Les pénalités relatives à la clause d'insertion sociale sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours.

ARTICLE 11 – RETENUE DE GARANTIE ET AVANCE

11.1 Retenue de Garantie

Sans objet.

11.2 Avance

Le présent marché retient l'Option A du CCAG Travaux (l'article 10.1) dans la fixation du montant de l'avance.

Une avance de 20 % est consentie selon les conditions d'application prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du code de la commande publique, y compris dans les cas où elle n'est pas obligatoire.

L'article R.2191-8 du code de la commande publique dispose que l'acheteur peut prévoir une avance au-delà de 30 %. Au titre du présent marché, l'avance sera portée à 50 % si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise (Entreprise employant moins de 250 salariés, réalisant soit un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros, soit un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros). Le titulaire ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas contraire, cette dernière est versée dans les 30 jours suivants la date de notification de l'OS de démarrage des prestations pour une avance à 20 %. Si une avance à 50 % est appliquée, le versement de cette avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande, en vertu de l'article R2191-8 du code de la commande publique.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après le dépôt de l'offre, le versement de l'avance au sous-traitant interviendra dans un délai de 30 jours après la notification de la déclaration de sous-traitance.

Conformément à l'article R.2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

- Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;
- Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, à la première demande de paiement.

En cas de résiliation du marché, le titulaire a trente (30) jours à compter de la notification de la décision de résiliation pour restituer l'avance versée.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions que pour le titulaire.

ATTENTION : en cas de résiliation du marché, le titulaire a trente jours à compter de la notification de la décision de résiliation pour restituer l'avance.

ARTICLE 12 – DÉLAI DE GARANTIE

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG-TX est applicable.

Les éventuels constats d'achèvement partiels de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date retenue d'achèvement des travaux. Le Titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

ARTICLE 13 – PÉNALITÉS

Les prestations prévues au présent marché sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à l'application de pénalités par le maître d'ouvrage.

Les pénalités n'entrent pas dans le champ d'application de la TVA.

Le titulaire dispose d'un délai maximal de 15 jours après réception du courrier de constatation par le maître d'ouvrage pour formuler ses observations. **Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TX le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 €.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-TX les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-TX, le montant des pénalités de retard est fixé par les articles du présent CCAP.

13.1 Pénalités pour retard

Une pénalité de **200 €** par jour de retard dans les délais de travaux, est applicable au titulaire du marché.

13.2 Pénalités pour retard dans la remise de documents fournis avant, pendant et après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir avant et pendant exécution par le titulaire, une pénalité égale à **500 €** par jour ouvré de retard sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG-TX sur les sommes dues au titulaire.

13.3 Pénalités pour non production du schéma d'organisation et de gestion des déchets

En cas de non production du schéma d'organisation et de gestion des déchets, une pénalité égale à **1 500 €** par jour ouvré de retard sera opérée.

13.4 Pénalités pour absences aux réunions de chantier

Le titulaire du présent marché est tenu d'assister aux réunions de chantier organisées par le maître d'ouvrage ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager le titulaire, et de donner sur-le-champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise de chantier.

La présence de tous les titulaires convoqués aux réunions de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux.

L'absence d'un titulaire, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité du titulaire défaillant.

Pour toute absence injustifiée à un rendez-vous de chantier ou présence d'une personne insuffisamment qualifiée, le maître d'ouvrage se réserve la faculté d'imputer une pénalité de **200 €**.

13.5 Pénalités pour intervention non agréée d'un sous-traitant

Dans le cas où une intervention sur chantier d'un sous-traitant (quel que soit le rang de ce sous-traitant) n'a pas reçu l'agrément du maître d'ouvrage, le sous-traitant sera immédiatement exclu du chantier.

Des pénalités de **1 500 €** par contrat de sous-traitance et **200 €** par jour calendaire de retard de transmission du dossier complet sont applicables au titulaire du marché.

En cas de manquements répétés, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, conformément à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux

13.6 Pénalités pour retard dans la levée des réserves :

Une pénalité de **200 €** par jour de retard est appliquée au titulaire du marché.

13.7 Pénalités pour non respect des consignes de prévention

En cas de non-respect des consignes contenues dans les comptes-rendus des réunions de chantier, des demandes du maître d'œuvre (MOE), du contrôleur technique (CT) ou de la société chargée de la Sécurité et Protection de la Santé (SPS) une pénalité de **1 500 €** par constat sera appliquée.

13.8 Pénalités pour non-respect du volume d'insertion

En cas de non-respect du volume d'insertion, le titulaire se voit appliquer une pénalité. Le montant de cette pénalité est fixé à 70,00 € par heure d'insertion non réalisée.

13.9 Pénalités pour absence ou retard de transmission des justificatifs relatifs à l'action d'insertion

En cas d'absence ou de refus de transmission par le titulaire, des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, lui sera appliquée une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 14 – RÉILIATION

En cas de résiliation, les dispositions du chapitre 7 du CCAG-TX sont seules applicables auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

14.1 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-TX avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- la résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 5 du présent document, peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;
- en cas de non-respect, par le titulaire ou l'un des ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprise, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-TX, le titulaire dispose d'un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2343-1 à R.2343-10 du code de la commande publique, fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.
- En cas de non respect par le titulaire ou le sous-traitant des obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité conformément à l'article 5 du CCAG TX.

14.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Il est fait application de l'article 50.4 du CCAG-TX.

14.3 Défaillance du mandataire

Dans le cas d'un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire, il est fait application de l'article 52.7 du CCAG-TX.

ARTICLE 15 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables » – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du maître d'ouvrage invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsable » (RFAR) et au label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent accessibles et téléchargeables sur le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>)

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

ARTICLE 16 – Règlement des différends à l'amiable

16.1 Médiateur – relations fournisseurs achats responsables (RFAR)

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateurfournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

16.2 Le CCIRA

En cas de difficultés survenant lors de l'exécution du marché publié, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable
(CCIRA) de Bordeaux
DREETS Nouvelle Aquitaine
Pôle C

Cité Administrative
2, rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX Cedex
Contact : Stéphanie MARCON- Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél. : 05 54 68 99 56 / 07 61 17 74 12

Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr (merci de préciser CCIRA de Bordeaux en objet)

ARTICLE 17 – Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490

ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire – Objet de la dérogation
1.2.2	28.1	La période de préparation est fixée à 3 mois .
4	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
5	8	Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de l'attribution du marché, qu'il est titulaire des contrats d'assurances demandés (et non à la notification du marché comme indiqué dans le CCAG Travaux)
13	19.2.1	Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000€.
13	19.2.2	Les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.
13	19.2.3	Le montant des pénalités de retard est fixé par les articles du présent CCAP.
14.1	52.1	Le titulaire dispose d'un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés (et non pas 15 jours comme indiqué dans le CCAG Travaux)